

enquête

Christophe Nijdam, le croisé de Finance Watch



Christophe Nijdam, secrétaire général de Finance Watch depuis le 1^{er} janvier 2015. Photo Finance Watch

Eduard Lederer
elederer@lesechos.fr
et Ninon Renaud
nrenaud@lesechos.fr

Je ne fais pas de révolution, et elle n'est pas souhaitable. » Ceux qui parlaient que le nouveau secrétaire général de Finance Watch ferait de l'ONG, aujourd'hui reconnue à Bruxelles pour son expertise, un Greenpeace européen de la finance davantage porté sur les actions coups de poing, en seront pour leurs frais. « C'est ce que peuvent dire ceux qui cherchent à nous décrédibiliser. Mais nous ne sommes pas dans cette optique : nous sommes non partisans et présentons des plaidoyers principalement techniques », insiste Christophe Nijdam. L'ancien analyste du cabinet indépendant AlphaValue, champion de la formule choc, a changé de partition.

Ses premières gammes, il a déjà dû les faire sur une cause qui lui est néanmoins chère et qui lui a valu son image de pourfendeur de la banque universelle à la française. Au cours des deux derniers mois, il a démonté le discours bancaire et expliqué au plus grand nombre pourquoi il est important pour Finance Watch de soutenir le projet de loi européen de séparation des activités bancaires, dernier chantier laissé ouvert par l'ancien commissaire Michel Barnier. Ce texte doit en effet faire l'objet dans les prochaines semaines d'un vote en commission des Affaires économiques et monétaires (Econ) du Parlement européen.

Le sentiment que la finance est devenue folle habite Christophe Nijdam depuis la fin des années 1990.

Mallette à la main d'ancien professeur de finance à Sciences po, Christophe Nijdam est notamment venu expliquer mi-février devant les sénateurs français les raisons de son inquiétude, reprochant à l'eurodéputé suédois Gunnar Hökmark, auteur de 90 amendements, de « diluer la réforme Barnier. Ils la videraient de sa substance et la rendraient inefficace au regard des trois objectifs initiaux d'intérêt général ». A savoir, « limiter le risque systémique, le risque de contagion des activités volatiles de marché sur les activités cœur des banques, et rééquilibrer les fragilités du modèle de banque trop grosse pour faire faillite ». A la question d'un élu qui s'interroge sur la nécessité d'un tel texte alors qu'une loi bancaire française de séparation des activités de marché est déjà en vigueur, il tranche : « Elle échoue aussi pleinement sur ces trois objectifs ». Chiffres et exemples concrets à l'appui, il déroule sa démonstration sous le regard d'Alain Papiasse, le directeur général adjoint de

INSTANTANÉ // Ex-trader, il a connu les excès de Wall Street, avant de devenir le pourfendeur de la banque universelle à la française. Cet ancien analyste financier dirige depuis janvier l'ONG Finance Watch, désormais incontournable à Bruxelles.

BNP Paribas, lui aussi invité par les sénateurs ce jour-là.

A priori, la banque de la rue d'Antin ne porte pas l'ex-analyste dans son cœur, lui qui dans ses études a eu la dent dure pour les établissements français. Le secteur se souvient encore de ses études décapantes aux noms évocateurs, comme « Produits dérivés : quelles banques sont des Fukushima en puissance ». Certains, émus que leur modèle de supermarché bancaire puisse être si vertement critiqué, l'ont même un temps rayé de la liste de leurs analystes attirés. « Cela correspondait à notre ligne éditoriale, mais Christophe a en plus une incroyable capacité de synthèse et peut prendre des risques pour une simple formule. Il a parfois fallu faire du "damage control" et reprendre langue », se souvient Pierre-Yves Gauthier, son ancien employeur chez AlphaValue.

Mais, depuis qu'il a changé de casquette début janvier, Christophe Nijdam tourne sept fois sa langue dans sa bouche avant de s'exprimer. Il prend garde de parler moins qu'il n'écoute attentivement les arguments des 1.600 lobbyistes bruxellois de la finance. Il faut en apprendre les us et coutumes. « C'est un monde où l'on n'a pas d'ennemi... seulement des désaccords », décrypte-t-il désormais. Pour sûr, l'ancien analyste affûté, que certains décrivent comme parfois « cassant », n'a pas complètement disparu derrière le lobbyiste bon teint au bouc bien taillé. Quand un sénateur français le compare à un « repent », lui, l'ancien banquier, la riposte fuse immédiatement. Il assume complètement son statut d'ex-financier de haut vol, ayant exercé à Wall Street dans les salles de marché new-yorkaises du Crédit Lyonnais, du CCF et du Crédit du Nord. C'est d'ailleurs cette première vie de vieux garçon trader qui explique que, alors qu'il a cinquante-neuf ans, aucun de ses deux enfants n'aït encore dépassé la période de l'âge tendre. « J'ai quitté le secteur avant certaines de ses dérives sur les marchés financiers. De plus, un repent est un maigreux qui balance les autres pour bénéficier d'une impunité. Ce n'est pas mon cas », rappelle-t-il. Son ami d'enfance Bruno Garcin-Nicolas, qui a usé avec lui à Marseille ses culottes courtes sur les bancs de l'École de Provençonne par les Jésuites, lui reconnaît « une rigueur intellectuelle et morale. Il est capable de défendre des opinions avec courage en les argumentant ».

De fait, il n'y a rien de personnel, de revan-

chard ou d'idéologique dans les positions de Christophe Nijdam. « Il a la foi du croisé, mais toutes ses analyses sont excessivement fondées scientifiquement, il se fonde sur les chiffres et c'est sa compréhension intime du secteur, allié à sa connaissance des travaux de recherche académiques qui le font craindre du lobby bancaire », analyse Laurence Scialom, professeur d'économie à Nanterre et membre qualifié de Finance Watch. Son sens de la responsabilité chevillé au corps s'est nourri de son éducation un poil rigoriste. « J'ai une obligation de "sachant" : on ne peut pas laisser dire certaines choses », renchérit Christophe Nijdam, qui veut « remettre les banques au service de l'économie ». Cette volonté éthique se double d'un libéralisme dans le sens anglo-saxon du terme, avec les valeurs de transparence qu'il suppose. Ajoutez à ce cocktail une (grosse) pincée d'esprit critique présente dès ses plus jeunes années. Jeune giscardien, il se retrouve alors à animer un comité parisien. « Notre engagement, c'était de faire évoluer la société après des années de gaullisme », se rappelle un compagnon de jeunesse.

Pour peser au mieux sur les décisions européennes, Christophe Nijdam devra convaincre les associations membres de l'ONG.

Le sentiment que la finance est devenue folle l'habite depuis la fin des années 1990 et il n'en fait pas mystère dans les cours qu'il dispense à Sciences po. Mais la rencontre entre l'auteur de « Parlons banque en 30 questions » et Finance Watch a finalement lieu en 2011. Un ex-trader, étudiant en master, lui parle de son ancien patron chez BNP Paribas : Thierry Philipponnat, ancien secrétaire général de la toute jeune organisation. D'entrée de jeu, les deux hommes s'apprécient et Christophe Nijdam intègre le groupe des membres fondateurs de Finance Watch, à titre d'expert. « Rapidement, j'ai proposé de me retirer de l'ONG car je ne voulais pas qu'on mélange ce rôle avec celui d'analyste indépendant chez AlphaValue. J'étais à 95 % d'accord avec leurs positions, mais cette double casquette posait un problème d'efficacité tactique », explique-t-il. A Finance Watch, l'intérêt général ; à lui, l'argentaire boursier pour, au final, défendre la même cause. « Le tir croisé augmentait l'impact du propos. » Cela ne l'empêche pas de faire écrire certains membres de l'ONG au sein de sa chronique, « Matras chère banque », dans « Le Nouvel Economiste », le journal dirigé par... son frère aîné.

C'est d'ailleurs Michel Crinetz, l'un de ces contributeurs, qui, à la démission de Thierry Philipponnat, le sollicite. L'associa-

tion a déjà reçu 80 candidatures, mais ne parvient pas à dénicher la perle rare. Une fois la proposition sur la table, le doute ne ronge pas longtemps Christophe Nijdam, d'autant que ses amis le préviennent : « Si tu ne postules pas, tu vas le regretter toute ta vie. » « Ce qui le porte, c'est d'exister de façon publique sur des sujets engagés », observe Pierre-Yves Gauthier. L'occasion est trop belle de changer de dimension : jusque-là visible en France sur les banques nationales, il accède à l'échelon européen. « Christophe n'est pas un idéaliste et, aux commandes d'un outil comme Finance Watch, il peut faire bouger plus les choses que dans sa position d'analyste, dans la mesure où l'organisation vise à expliquer aux décideurs politiques la place que l'industrie financière doit occuper pour l'économie », décrypte Bruno Garcin-Nicolas. Pour Christophe Nijdam, le moment est d'autant plus intéressant que, désormais bien installée dans le paysage bruxellois, Finance Watch va pouvoir intervenir davantage en amont qu'en réaction à des textes européens déjà lancés.

Des intérêts divergents

L'association va notamment s'impliquer dans le projet d'« union des marchés de capitaux », souligne Christophe Nijdam, en sortant de sa mallette le récent « green paper » de l'ONG sur le sujet. Mais le secrétaire général souhaite aussi élargir le champ d'intervention de Finance Watch à des sujets plus grand public et prendre l'opinion à témoin pour peser davantage encore sur les choix européens. « Notre feuille de route ne se limite pas à la stabilité financière, mais couvre la notion d'"intérêt général" », donc pourquoi ne pas s'ouvrir à des sujets de consommation comme la portabilité du compte bancaire ? », plaide-t-il.

Mais, pour peser au mieux sur les décisions européennes et faire prospérer l'association – qui ne compte jamais que douze permanents – Christophe Nijdam devra aussi convaincre les associations membres de l'ONG, qui approuvent chaque année son programme de travail. Typiquement, Finance Watch ne prend pas part aux débats sur la taxe sur les transactions financières (TTF), sujet sur lequel on l'aurait pourtant attendu. « J'ai une opinion personnelle sur la question, mais il y a déjà une dizaine d'associations qui traitent le sujet. Sur tous ces débats, nous devons voir si nous sommes bien les plus compétents, puis quelle valeur ajoutée nous pourrions apporter », détaille Christophe Nijdam. Or il n'est pas toujours simple d'obtenir gain de cause car les associations membres de l'ONG peuvent avoir des intérêts divergents. Cela aurait d'ailleurs pesé sur la décision de Thierry Philipponnat de démissionner. Au nouveau secrétaire général de prouver qu'il a les sens politique nécessaires pour mener l'atelage. ■



Les points à retenir

- Ancien analyste du cabinet indépendant AlphaValue, Christophe Nijdam est depuis le début de l'année le nouveau secrétaire général de l'ONG Finance Watch.
- Désormais reconnue à Bruxelles pour son expertise, l'organisation soutient notamment le projet de loi européen de séparation des activités bancaires.
- Au-delà, Christophe Nijdam souhaite aussi élargir le champ d'intervention de Finance Watch à des sujets plus grand public et prendre l'opinion à témoin pour peser davantage sur les choix européens en matière de régulation financière.